

**RÉPONSES AUX DEMANDES DE
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Mai 2021

SECRETARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

QUESTION 1 :

INDIQUER LA SOMME DÉPENSÉE EN 2020-2021 (ET LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022) PAR VOTRE MINISTÈRE ET SES ORGANISMES POUR L'INFORMATIQUE ET LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION. PRÉCISER S'IL S'AGIT D'ACHATS DE LOGICIELS, DE MATÉRIEL OU DE SERVICES PROFESSIONNELS (INTERNE, EXTERNE OU DU CSPQ).

Réponse : Le SQRC n'a dépensé aucune somme à cette fin entre le 1^{er} avril 2020 et le 28 février 2021.

SECRETARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

QUESTION 2 :

POUR TOUS LES PROGRAMMES DU MINISTÈRE, DONNER LE DÉTAIL DES CRÉDITS EXISTANT EN 2020-2021 QUI N'ONT PAS ÉTÉ RECONDUITS EN 2021-2022, EN INCLUANT LES PROGRAMMES QUI ONT ÉTÉ ABOLIS.

Réponse : Les données sont disponibles au Budget des dépenses.

SECRETARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

QUESTION 3 :

**PAR PROGRAMME, DONNER LE NIVEAU DES CRÉDITS DEMANDÉS AU
CONSEIL DU TRÉSOR POUR L'ANNÉE 2021-2022.**

Réponse : Les données sont disponibles au Budget des dépenses.

SECRETARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

QUESTION 4 :

**LISTE DES ENTENTES, ET LEUR NATURE, SIGNÉES DEPUIS LE 1^{er}
AVRIL 2019 ENTRE LE QUÉBEC ET LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU
D'AUTRES PROVINCES.**

Réponse : Voir document joint.

SECRETARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

QUESTION 4 : LISTE DES ENTENTES, ET LEUR NATURE, SIGNÉES DEPUIS LE 1ER AVRIL 2020 ENTRE LE QUÉBEC ET LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'AUTRES PROVINCES (AU 28 FÉVRIER 2021)

	Numéro	Titre	Date de signature
1	2020-019	Avenant no1 à l'Entente pour résoudre le différend forestier Baril-Moses entre la nation Crie d'Eeyou Istchee et le gouvernement du Québec	10 avril 2020
2	2020-023	Entente de service 2020-2023 entre le gouvernement du Québec et l'Institut canadien d'information sur la santé	21 avril 2020
3	2020-024	Accord Canada-Québec pour les refuges pour femmes et les organismes d'aide aux victimes de violences sexuelles et de violence conjugale au Québec pour répondre à répondre à la pandémie COVID-19	21 avril 2020
4	2020-025	Entente Canada-Québec visant à soutenir la réponse du secteur de l'itinérance à la COVID-19 dans le cadre de Vers un chez-soi	28 avril 2020
5	2020-029	Entente de 2020 sur les régimes de retraite relevant de plus d'une autorité gouvernementale	27 mai 2020
6	2020-030	Entente Canada-Québec de coopération concernant l'inventaire forestier national	26 mai 2020
7	2020-031	Entente de collaboration entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec concernant la coordination des procédures d'évaluation environnementale et d'impact relatives au projet Gazoduc	10 juin 2020
8	2020-032	Accord modificateur no 3 à l'Accord de contribution Canada-Québec dans le cadre du Programme sur l'usage et les dépendances aux substances	16 juin 2020
9	2020-033	Entente modificatrice n°1 à l'Accord Canada-Québec pour les refuges pour femmes et les organismes d'aide aux victimes de violences sexuelles et de violence conjugale au Québec pour répondre à la pandémie COVID-19	6 juillet 2020
10	2020-034	Entente complémentaire visant l'intégration des travailleurs de Kahnawà:ke à l'industrie de la construction du Québec	13 juillet 2020
11	2020-035	Entente complémentaire définissant la collaboration entre la Commission de la construction du Québec et le Bureau du travail de Kahnawà:ke concernant l'industrie de la construction sur le territoire	13 juillet 2020
12	2020-037	Entente de collaboration entre le gouvernement du Québec et le Conseil des Innus de Pessamit pour la réalisation des travaux annuels d'entretien d'hiver et d'été de la route 138 sur le territoire de la communauté de Pessamit et de la rue Ashini, route collectrice	23 juillet 2020
13	2020-038	Entente bilatérale concernant le programme d'aide d'urgence du Canada pour le loyer commercial destinée aux petites entreprises entre le gouvernement du	5 août 2020
14	2020-039	Protocole d'entente concernant l'octroi d'une aide d'urgence à la Fédération des caisses Desjardins du Québec entre le gouvernement du Québec et la Banque du Canada	30 juillet 2020
15	2020-040	Accord Canada-Québec relatif à des services téléphoniques et en ligne concernant l'aide au renoncement tabagique	18 août 2020
16	2020-041	Entente par échange de lettres concernant la communication de renseignements personnels nécessaires au versement d'un paiement unique aux personnes handicapées en application de la Loi sur les mesures d'urgence visant la COVID-19 entre Retraite Québec et le ministère de l'Emploi et du Développement social	27 août 2020
17	2020-042	Accord de contribution Canada-Québec dans le cadre du Programme sur l'usage et les dépendances aux substances - volet opioïdes	10 septembre 2020
18	2020-043	Entente sous forme d'échange de lettres entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec modifiant l'Entente bilatérale concernant le programme d'aide d'urgence du Canada pour le loyer commercial destinée aux petites entreprises (prolongation juillet 2020)	28 août 2020
19	2020-044	Accord Canada-Québec sur la relance sécuritaire	16 septembre 2020
20	2020-045	Entente Canada-Québec sur le logement entre la Société canadienne d'hypothèques et de logement et la Société d'habitation du Québec	5 octobre 2020
21	2020-047	Protocole d'entente concernant la communication de renseignements relatifs à l'allocation canadienne pour enfants	18 septembre 2020
22	2020-048	Lettre d'entente particulière visant le redémarrage de négociations à l'intérieur du cadre de l'Entente-cadre entre le gouvernement du Québec et Long Point First Nation de 2008 et de ses lettres d'ententes particulières	25 août 2020
23	2020-049	Accord Canada-Québec sur le système de notification d'exposition à la COVID-19	2 octobre 2020
24	2020-050	Accord de conciliation sur les codes de construction entre les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux	23 octobre 2020
25	2020-051	Accord de partage des coûts relatifs à la mise en oeuvre de l'entente de collaboration pour la protection et le rétablissement des espèces en péril au Québec 2020-2021 (ECCC-PC-MELCC)	5 octobre 2020
26	2020-052	Entente relative au programme de bonification du Québec de l'aide d'urgence du Canada pour le loyer commercial destinée aux petites entreprises	29 octobre 2020
27	2020-053	Modification numéro 1 de l'annexe A de l'Entente de service 2020-2023 Québec-ICIS	3 novembre 2020
28	2020-054	Entente sous forme d'échange de lettres entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada modifiant les ententes de transfert relatives au marché du travail - Financement additionnel gouvernement fédéral 20-21	11 novembre 2020

29	2020-055	Entente concernant la conservation et la mise en valeur du saumon atlantique (utshashumeku) et de l'omble de fontaine anadrome (uinipeku-matameku) de la rivière Moisie et de ses affluents (Mishta-Shipu)	10 novembre 2020
30	2020-056	Entente sous forme d'échange de lettres entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec modifiant l'Entente bilatérale concernant le programme d'aide d'urgence du Canada pour le loyer commercial destinée aux petites entreprises (prolongation août 2020)	15 septembre 2020
31	2020-057	Modification numéro 2 à l'Accord de contribution bilatéral sur la participation	5 octobre 2020
32	2020-058	Entente sous forme d'échange de lettres entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec modifiant l'Entente bilatérale concernant le programme d'aide d'urgence du Canada pour le loyer commercial destinée aux petites entreprises (prolongation septembre 2020)	26 novembre 2020
33	2020-059	Accord 2020-2021 de mise en oeuvre de l'entente asymétrique du 10 mars 2017 - Volet concernant l'apprentissage et la garde des jeunes enfants entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada	23 octobre 2020
34	2020-060	Accord de conciliation relatif aux articles remboursés	10 novembre 2020
35	2020-061	Entente modificatrice no 1 l'Entente Canada-Québec visant à soutenir la réponse du secteur de l'itinérance à la COVID-19 dans le cadre de Vers un chez-soi	16 septembre 2020
36	2020-062	Entente modificatrice no 2 à l'Entente Canada Québec visant à soutenir la réponse du secteur de l'itinérance à la COVID-19 dans le cadre de Vers un chez-soi	17 décembre 2020
37	2020-063	Entente Canada-Québec concernant l'Initiative pour la création rapide de logements entre la Société d'habitation du Québec et la Société canadienne d'hypothèques et de logement	30 décembre 2020
38	2021-001	Modification numéro 1 à l'Entente bilatérale intégrée relative au programme d'infrastructure Investir dans le Canada entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada	11 janvier 2021
39	2021-002	Entente concernant le financement du projet de soins virtuels entre le gouvernement du Québec et Inforoute Santé du Canada inc.	23 décembre 2020
40	2021-003	Entente portant sur les services d'inspection liés à la sécurité ferroviaire entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada	23 décembre 2020
41	2021-004	Convention concernant l'accès aux données des rôles d'évaluation foncière	15 février 2021
42	2021-005	Lettre d'entente modifiant certaines échéances prévues au Protocole d'entente sur le programme Cris-Québec de développement durable d'infrastructures dans la région d'Eeyou Istchee Baie-James et à la convention pour l'octroi d'une aide financière	17 février 2021
43	2021-006	Protocole d'entente afférent au prêt d'une fonctionnaire entre la Saskatchewan et le Québec	7 août 2020
44	2021-007	Accord de partage des coûts relatifs à la mise en oeuvre de l'Entente de collaboration pour la protection et le rétablissement des espèces en péril au Québec 2020-2021 (ECCC-PC-MFFP)	16 février 2021
45	2021-008	Accord de partage des coûts relatifs à la mise en oeuvre de l'Entente de collaboration pour la protection et le rétablissement des espèces en péril au Québec 2020-2021 (MPO-MFFP)	22 février 2021
46	2021-009	Accord de partage des coûts relatifs à la mise en oeuvre de l'entente de collaboration pour la protection et le rétablissement des espèces en péril au Québec appliqué à l'anguille d'Amérique et son habitat 2020-2022	22 février 2021
47	2021-011	Protocole d'entente entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec concernant le Programme Info-Smog du Québec	20 novembre 2020

SECRETARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

QUESTION 5 :

LISTE DES RENCONTRES OU CONFÉRENCES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES AUXQUELLES LE SECRETARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES OU LES REPRÉSENTANTS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ONT PARTICIPÉ DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2019 (DATES, LIEUX, SUJETS, RÉSULTATS ET NOMS DES PARTICIPANTS) ET LE COÛT DE LA PARTICIPATION DE LA DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE.

Réponse : La liste de toutes les conférences intergouvernementales canadiennes est disponible sur le site Internet du Secrétariat du Québec aux relations canadiennes à l'adresse suivante :

<https://www.sqrc.gouv.qc.ca/relations-canadiennes/relations-intergouvernementales/conferences-intergouvernementales.asp>

Le cas échéant, les communiqués portant sur ces rencontres y sont présentés.

Aucun coût n'a été engagé entre le 1^{er} avril 2020 et le 28 février 2021 pour la participation à ces conférences, qui se sont tenues par téléphone ou visioconférence.

SECRETARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

QUESTION 6 :

**CRÉDITS AFFECTÉS AU CONSEIL DE LA FÉDÉRATION EN 2020-2021
ET LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022.**

Réponse : En 2018-2019, une somme de 653 149 \$ a été versée pour couvrir la contribution du Québec au Conseil de la fédération pour les deux années suivantes, soit 2019-2020 et 2020-2021.

Le taux de financement utilisé est celui convenu par les gouvernements membres du Conseil de la fédération, afin de couvrir les opérations sur une période de deux ans, soit 0,08 \$ par habitant selon le recensement de 2016 de Statistique Canada.

SECRETARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022 DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 7 :

LISTE DÉTAILLÉE DES REVENDICATIONS FINANCIÈRES PARTICULIÈRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ENVERS LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET LEUR ÉTAT D'AVANCEMENT.

Réponse :

Centre d'hébergement et de soins de longue durée (CHSLD) à Wendake : Le Québec considère que le financement des services de santé et des services sociaux offerts sur le territoire des communautés autochtones non conventionnées (hors territoire visé par la Convention de la Baie-James et du Nord québécois ou la Convention du Nord-Est québécois) relève du gouvernement fédéral en vertu de ses responsabilités constitutionnelles et fiduciaires à l'égard de ces communautés.

Après avoir tenté sans succès d'obtenir un engagement de participation financière du gouvernement fédéral et souhaitant répondre aux besoins pressants de la communauté de Wendake, le gouvernement du Québec et le Conseil de la Nation huronne-wendat (CNHW) ont conclu, le 15 juin 2018, une entente portant sur une aide financière de 6,8 M\$ pour la construction d'un CHSLD dans le cadre du projet Tortue, ainsi que pour une allocation financière annuelle maximale de 1,2 M\$ pour son exploitation. En septembre 2019, le Québec acceptait d'octroyer une aide financière additionnelle pour la réalisation du projet, en faisant passer à 9,1 M\$ sa contribution pour les coûts de construction et à 1,8 M\$ pour les coûts annuels d'exploitation. En mars 2021, le gouvernement acceptait de bonifier sa contribution de 9,1 M\$ à 11 M\$ pour les coûts de construction, ceux-ci ayant été sous-estimés.

Le 19 février 2019, la ministre de la Santé et des Services sociaux écrivait aux ministres fédéraux responsables afin de demander au gouvernement fédéral le remboursement des investissements du Québec pour l'année 2018-2019 (8 M\$) et des allocations financières annuelles récurrentes pour les années subséquentes. Cette correspondance est restée sans réponse et le Québec n'a posé aucune nouvelle action pour demander le remboursement des sommes.

Demandeurs d'asile : La gestion du mouvement des demandeurs d'asile et de la frontière canadienne relève de la compétence du gouvernement fédéral. Le gouvernement du Québec s'attend donc à ce qu'Ottawa assume ses responsabilités et mette en place les mesures appropriées afin de réduire les impacts, notamment financiers, sur le Québec de l'arrivée massive de demandeurs d'asile sur son territoire depuis le 1^{er} janvier 2017.

Les services offerts par le Québec comprennent notamment l'hébergement temporaire, l'aide de dernier recours et l'aide au logement.

En août 2019, le Québec a conclu avec le gouvernement fédéral l'Entente relative à la compensation du Canada, sous le *Programme d'aide au logement provisoire*, pour les coûts engagés par le Québec pour les demandeurs d'asile.

Celle-ci prévoit le remboursement d'une somme de 250 M\$ pour les années 2017 et 2018. Une entente subséquente, d'un montant de 94 M\$ couvrant les coûts des services offerts aux demandeurs d'asile arrivés tant de manière irrégulière que régulière, sera conclue prochainement pour l'année 2019, et les échanges sont en cours pour parvenir à une entente pour l'année 2020. Le gouvernement fédéral s'engage par ailleurs à poursuivre les échanges concernant les coûts causés par un flux élevé de demandeurs d'asile dans le futur.

Crise du verglas : Le gouvernement du Québec a fait plusieurs représentations auprès du gouvernement fédéral afin d'obtenir une compensation financière de 400 M\$ en vertu des Accords d'aide financière en cas de catastrophe (AAFCC) pour les dommages et préjudices subis par Hydro-Québec lors de la crise du verglas de janvier 1998. Le gouvernement fédéral a jusqu'ici toujours refusé les demandes du Québec, considérant que les dépenses de cette société d'État ne sont pas admissibles à une compensation fédérale en vertu des AAFCC.

En outre, le gouvernement fédéral refuse de reconnaître des réclamations financières totalisant 63 M\$ pour des dépenses encourues par le ministère de la Santé et des Services sociaux, sous prétexte qu'elles ne sont pas accompagnées des factures « originales ».

Crise de Kanesatake : Depuis 2004, le Québec demande sans succès que le gouvernement fédéral assume sa juste part des coûts liés à l'utilisation de la Sûreté du Québec (SQ) à la suite d'une vaste opération policière visant le crime organisé sur le territoire de Kanesatake en janvier 2004.

En juin 2004, le sous-ministre québécois de la Sécurité publique écrivait au gouvernement fédéral afin de réclamer un partage des coûts (305 000 \$) liés à l'intervention de la SQ lors de la crise. En juillet 2004, ce dernier répondait vouloir que tant les coûts encourus par la SQ (305 000 \$) que ceux encourus par la Gendarmerie royale du Canada (900 000 \$) soient partagés. Cette proposition n'était pas acceptable pour le Québec, puisqu'il n'a jamais avalisé la décision fédérale de financer l'opération policière du grand chef James Gabriel.

Le Québec estime que le gouvernement fédéral aurait dû lui rembourser plus de 31,2 M\$ pour la desserte policière assurée par la SQ depuis les événements survenus à Kanesatake. Le Québec a demandé à plusieurs reprises, notamment par l'entremise du Forum fédéral-provincial-territorial des ministres et sous-ministres de la Justice, que le gouvernement fédéral assume sa juste part des coûts (52 % des coûts liés à la prestation de services policiers dans les communautés autochtones), et ce, conformément à son Programme des services de police des Premières Nations. Jusqu'à maintenant, le gouvernement fédéral a refusé de donner suite à la demande du Québec.

SECRETARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

QUESTION 8 :

DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN À LA RECHERCHE EN MATIÈRE D'AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES ET D'IDENTITÉ QUÉBÉCOISE, CRÉDITS DÉPENSÉS AU PROGRAMME EN 2020-2021, INCLUANT LES COÛTS ADMINISTRATIFS, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022. FOURNIR LA LISTE DES PROJETS FINANCÉS EN 2020-2021, LE MONTANT ACCORDÉ PAR PROJET, LA DESCRIPTION DES PROJETS SUBVENTIONNÉS ET LE NOMBRE DE DEMANDES REÇUES.

Réponse : Depuis le 26 juin 2018, le Programme de soutien à la recherche en matière d'affaires intergouvernementales et d'identité québécoise (PSRAIQ) a changé de nom pour le Programme d'appui à la recherche (PAR).

Bilan 2020-2021

Crédits dépensés : 637,1 k\$ au 28 février 2021

Coûts administratifs : assumés à même le budget de fonctionnement et de rémunération du SQRC.

Demandes reçues : 24

Projets financés : 18 (voir document joint)

Prévisions 2021-2022

Crédits accordés : 700 k\$

Coûts administratifs : assumés à même le budget de fonctionnement et de rémunération du SQRC.

SECRETARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

QUESTION 8 : PROGRAMME D'APPUI À LA RECHERCHE – PROJETS FINANCÉS EN 2020-2021 (AU 28 FÉVRIER 2021)

	Identification du demandeur et du projet			Montant alloué au projet/Durée/ Distribution annuelle	Montant versé au 28 février 2021	Sommaire
	Nom	Organisme	Projet			
1	Alain-G. Gagnon	UQAM – CAP : CF	Programmation du Centre d'analyse politique : Constitution et fédéralisme 2019-2020, 2021	<p align="right">342 468 \$ (Pluriannuel de 3 ans)</p> <p>135 809 \$ en 2018-2019 103 329 \$ en 2019-2020 103 329 \$ en 2020-2021</p> <p>Montant 2020-2021 inclut 6 500 \$ qui n'avait pas été versé en 2019-2020</p>	109 829 \$	<p>Soutien de la programmation triennale du CAP-CF, soit de 2019 à 2022. Ces activités comprennent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - sondage annuel sur les attitudes; - conférence bisannuelle; - colloque 2020; - Institut international (bisannuel) portant sur la gestion de la diversité au sein des États fédérés et complexes; - programme de conférences ponctuelles; - portail sur le fédéralisme – section francophone; - programme de publication du centre; - simulation de négociations constitutionnelles; - partenariat avec le Forum des fédérations pour l'organisation des tables rondes canadiennes et internationales portant sur les changements climatiques et la gouvernance fédérale (le Forum est porteur de l'activité).
2	David Koussens	Université de Sherbrooke	Colloque multidisciplinaire L'administration publique des diversités	27 740 \$	27 740 \$	<p>Organisation d'un colloque intitulé « L'administration publique des diversités ethnoculturelles, religieuses et autochtones : réalités québécoises et regards canadiens », les 26 et 27 mars 2021 sur le campus</p>

			ethnoculturelles, religieuses et autochtones. Réalités québécoises et regards canadiens			de Longueuil de l'Université de Sherbrooke. Il réunira des chercheurs et des praticiens dont les travaux de recherche ou les activités professionnelles portent sur le rôle des praticiens dans la définition des enjeux de diversités dans l'administration publique au Québec. Publication d'un ouvrage collectif rédigé à partir des contributions au colloque.
3	Éric Champagne	Université d'Ottawa	Fiscal Federalism in Canada : Analysis, Evaluation, Prescription	15 500 \$	15 500 \$	Organisation d'un colloque multidisciplinaire (science politique, sciences économiques et sociologie) se déroulant en mai 2021, à l'Université d'Ottawa, sur le thème du fédéralisme fiscal. Le colloque vise à favoriser un dialogue entre les différentes perspectives territoriales et communautaires sur ce sujet. Les participants aborderont également les conséquences de la pandémie de la COVID-19 sur le fédéralisme.
4	Lucia Ferretti et François Rocher	Université du Québec à Trois-Rivières	La Loi sur la laïcité de l'État : projet de société ou enjeu judiciaire ?	9 790 \$	9 790 \$	Organisation d'une journée d'étude virtuelle, en novembre 2020, sur le thème de la laïcité de l'État, et plus spécifiquement sur la <i>Loi sur la laïcité de l'État</i> , adoptée en juin 2019. Elle rassemblera des universitaires de divers domaines tels que l'histoire, le droit, la sociologie, la politique et l'éducation. Publication simultanée d'un ouvrage collectif, composé des contributions des universitaires participant à la journée d'étude.
5	Patrick Taillon et Christine Vézina	Faculté de droit de l'Université Laval.	Centre d'études en droit administratif et constitutionnel (CEDAC) de la Faculté de droit de l'Université Laval	46 630 \$	46 630 \$	Soutien à la programmation des activités scientifiques 2020-2021 du Centre d'études en droit administratif et constitutionnel (CEDAC) de la Faculté de droit de l'Université Laval. Le Centre est une initiative des professeurs de droit public fondamental de la Faculté de droit de l'Université Laval visant à fédérer et à développer les activités de recherche et de formation dans ce domaine. Le CEDAC vise à se positionner comme un foyer incontournable de rencontres et d'échanges non partisans entre spécialistes, étudiants et praticiens du droit intéressés par l'évolution de l'État et des droits fondamentaux.
6	Michael Poplyansky	Université de Régina Cité universitaire francophone	L'émergence et l'épanouissement de la communauté fransaskoise : une analyse socio-politique de 1960 à 2020	32 870 \$ (Pluriannuel de 2 ans) 16 435 \$ en 2019-2020 16 435 \$ en 2020-2021	16 435 \$	Création d'une base de données comportant les ressources communautaires et scientifiques traitant des Fransaskois. Cette base de données servira à mobiliser les connaissances au sujet de cette population et à renforcer l'échange de connaissances avec les membres de la communauté fransaskoise. De façon globale, le projet cherche aussi à favoriser le dialogue avec d'autres communautés franco-canadiennes ainsi qu'avec le Québec.

7	Jean-François Savard et Mathieu Landriault	ENAP	Forum de coopération transfrontalière dans l'est de l'Arctique nord-américain et gestion commune de lutte à la COVID-19	55 300 \$ \$ (Pluriannuel de 3 ans) 35 392 \$ en 2020-2021 8 848 \$ en 2021-2022 11 060 \$ en 2022-2023	35 392 \$	Projet de recherche visant à étudier la capacité et l'intérêt des administrations et des gouvernements locaux, régionaux et inuits à mettre sur pied un forum de coopération transfrontalière dans l'est de l'Arctique nord-américain (comprends les territoires au nord du 60 ^e parallèle - Québec, Terre-Neuve-et-Labrador, Nunavut en plus du Groenland), afin d'élaborer une stratégie commune et cohérente dans la gestion de la lutte à la COVID-19,
8	Michelle Landry	Université de Moncton	Entre l'arbre et l'écorce ? Le rapport entre le Québec et les communautés francophones en situation minoritaire à l'ère des négociations constitutionnelles de Meech et Charlottetown : positions, revendications et discours public à travers la presse écrite (1986-1993)	38 950 \$	38 950 \$	Projet de recherche pour amener de nouvelles connaissances et une analyse renouvelée sur un chapitre fondateur des relations contemporaines au sein des francophonies canadiennes et québécoise : il s'intéresse aux positions et au discours à l'ère des négociations constitutionnelles des accords de Meech (1986-1990) et de Charlottetown (1990-1992).
9	Anne Lévesque	Faculté de droit de l'Université d'Ottawa	Y a-t-il des femmes francophones hors Québec?	8 000 \$	8 000 \$	Projet de recherche qui propose d'appliquer une lentille de l'analyse comparative entre les sexes plus (« ACS+ ») afin d'examiner les sujets privilégiés par le Commissaire aux services en français de l'Ontario, le Commissaire aux langues officielles du Nouveau Brunswick et le Commissaire sur les langues officielles (ci-après « les commissaires ») ainsi que leurs recommandations et ce, au cours de la dernière décennie. Le projet comporte aussi la publication d'une version abrégée de la recherche sous forme d'un billet de blogue et dans une baladodiffusion pour la rendre plus accessible au grand public.
10	Stéphane Savard	UQAM	Histoire de la pensée fédéraliste au Québec : émergence, déploiement, essoufflement (1960 à nos jours)	34 750 \$ (Pluriannuel de 2 ans) 17 375 \$ en 2019-2020 17 375 \$ en 2020-2021	17 375 \$	Publication d'un ouvrage regroupant les textes présentés lors du Colloque sur l'histoire de la pensée fédéraliste au Québec qui s'est déroulé à Montréal les 1 ^{er} et 2 novembre 2018. Sous l'égide du CRIDAQ, ce colloque a réuni des chercheurs, émergents et établis, de plusieurs disciplines et d'une dizaine d'universités différentes. Le colloque a permis de développer une réflexion pluridisciplinaire de l'histoire de la pensée fédéraliste au Québec depuis les années 1960.

11	Johanne Poirier	Université McGill	Intergovernmental Relations and Cooperative Federalism : What's Law got to do with it?	64 920 \$ (Pluriannuel de 2 ans) 32 460 \$ en 2019-2020 32 460 \$ en 2020-2021	32 460 \$	Préparation et publication d'un ouvrage en anglais sur le statut juridique des ententes intergouvernementales au Canada. La recherche vise à dégager une analyse des différents instruments juridiques encadrant la coopération intergouvernementale. À terme, la recherche permettra de faire le point sur l'intersection entre le droit et les ententes intergouvernementales.
12	Mireille Paquet Antoine Bilodeau	Université Concordia	Initiative de recherche sur l'immigration	259 400 \$ (Pluriannuel de 3 ans) 77 800 \$ en 2019-2020 90 800 \$ en 2020-2021 90 800 \$ en 2021-2022	90 800 \$	Projet de recherche visant une meilleure connaissance et compréhension des réalités en matière d'immigration au Québec, au Canada et dans le monde, et ce, grâce la production de connaissances, le développement des capacités en matière de recherche et de transferts de connaissances ainsi que la stimulation de collaboration de recherche (au Québec, au Canada et à l'étranger) mettant en valeur l'étude du Québec, plus précisément son identité et ses relations intergouvernementales dans le domaine de l'immigration. Le projet comprend deux chantiers, soit l'évolution des politiques d'immigration du Québec dans le contexte du fédéralisme canadien et l'évolution de l'identité québécoise en lien avec l'immigration internationale.
13	Nadia Verrelli	Université Queens - IIGR	The Secession Reference : Why it still matters	5 300 \$	5 300 \$	Projet de recherche, d'écriture et de publication d'un livre consistant en une analyse détaillée des éléments entourant le Renvoi relatif à la sécession du Québec, soit le référendum de 1995, les factums et les implications politiques et légales de l'avis de la Cour suprême. Ce faisant, le livre propose un examen des conceptions différentes du Canada, de la place du Québec au Canada ; en juxtaposant les conceptions mononationale et multinationale.
14	Guy Lachapelle	Université Concordia	Centre de recherche sur les valeurs, les attitudes et les sociétés	386 730 \$ (Pluriannuel de 3 ans) 185 000 \$ en 2019-2020 115 870 \$ en 2020-2021 85 860 \$ en 2021-2022	115 870 \$	Création du Centre de recherche sur les valeurs, les attitudes et les sociétés (CEVAS), d'un regroupement de chercheurs qui a pour mandat principal l'étude de l'évolution des valeurs des sociétés québécoise et canadienne. Le Centre participe à la production et à la diffusion de connaissances sur les valeurs des sociétés québécoise et canadienne. Ce projet structurant, soutenu sur trois ans, comprend les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> - Adhésion du Centre de recherche au World Value Survey (WVS); - Conduite d'une étude d'opinion pancanadienne; - Production d'une section Canada/Québec dans la prochaine édition du WVS (7^e vague);

						<ul style="list-style-type: none"> - Participation de chercheurs et d'étudiants aux cycles supérieurs à des conférences au Québec, au Canada et à l'international pour disséminer les connaissances et les données produites; - Formation et financement de la relève dans le domaine de la recherche sur les valeurs et les attitudes au Québec et au Canada.
15	Lucie Hotte Michel Bock	Université d'Ottawa	L'éducation en français au Canada : au cœur de la mission de l'ACELF	20 170 \$ (Pluriannuel de 2 ans) 10 085 \$ en 2019-2020 10 085 \$ en 2020-2021	10 085 \$	Lancement d'un chantier de recherche par le Centre de recherche en civilisation canadienne-française (CRCCF) afin d'exploiter le fonds d'archives de l'Association canadienne d'éducation de langue française (ACELF), dont il est dépositaire. Traitement du fonds d'archives de l'ACELF et exposition de documents au CRCCF, afin de mettre en valeur la contribution de l'ACELF au développement d'une conception de l'éducation de langue française comme outil de construction identitaire, d'émancipation sociale et de progrès culturel ainsi que la publication d'un numéro spécial de la revue <i>Éducation et francophonie</i> .
16	Jérôme Melançon	La Cité universitaire francophone de l'Université de Regina	Porter la parole des francophones : idées politiques, valeurs et conceptions des organismes porte-parole de la francophonie en situation minoritaire	20 760 \$	20760 \$	Projet de recherche proposant une analyse du discours des organismes porte-paroles des communautés francophones en situation minoritaire (CFSM). Les organismes porte-paroles ont pour mandat de représenter la population d'expression française de leur province ou de leur territoire et d'interagir avec le gouvernement fédéral en tant qu'interlocuteur principal. Le présent projet tient également lieu de phase préparatoire à un projet plus vaste, qui proposera un regard critique sur la distance entre le discours officiel et les positions individuelles.
17	Anne Trépanier	Université Carleton	Quebec in the Eye of the Other : la disposition et l'index culturels des étudiants.tes universitaires hors-Québec	19 680 \$ (Pluriannuel de 2 ans) 2 680 \$ en 2019-2020 8 500 \$ en 2020-2021 8 500 \$ en 2021-2022	8 500 \$	Cueillette d'information sur le développement et la création de programmes d'études québécoises afin de dresser un portrait objectif et subjectif des étudiants inscrits à un premier cours d'études québécoises hors Québec et de mesurer les effets de certaines stratégies pédagogiques sur les compétences interculturelles, sur l'index culturel et sur l'attitude des étudiants face au Québec. Présentation des étapes préliminaires du projet à l'Acfas et diffusion subséquente des données lors de colloques nationaux et internationaux et dans des périodiques scientifiques.
18	Serge Miville	Université Laurentienne	En route vers le Sommet 2020 – un nouveau paradigme transfrontalier	112 360 \$ (Pluriannuel de 2 ans)	12 360 \$	Projet collectif de plusieurs chercheurs aux spécialités variées, qui permettra de repenser l'histoire, la situation contemporaine et l'avenir des relations entre francophones du Québec et du Canada par l'intermédiaire

			pour l'étude du fait français au Canada	100 000 \$ en 2019-2020 12 360 \$ en 2020-2021		de plusieurs axes de recherche. Production d'un rapport préliminaire avant le Sommet sur le rapprochement des francophonies canadiennes de juin 2020. Publication d'un ouvrage collectif analysant en profondeur les nouvelles données produites, publiée aux Presses de l'Université Laval en 2021. Organisation de rencontres- ateliers pour favoriser le partage de connaissances en début 2020, mars 2020 et à l'été 2020.
	Alain-G. Gagnon	UQAM	Traduction de l'ouvrage collectif <i>Fédéralisme et sécession</i>	15 360 \$ Projet de 2019-2020 Montant prélevé sur le budget de 2020-2021	15 360 \$	Publication d'une version anglaise de l'ouvrage <i>Fédéralisme et sécession</i> , paru en 2019, sous la direction d'Alain-G. Gagnon et de Jorge Cagiao y Conde. Rédigés par des collaborateurs universitaires européens et québécois, les cinq chapitres de cet ouvrage collectif abordent la question de la sécession en contexte fédéral. Traduction suivie de la révision linguistique et de l'édition savante par la maison d'édition Peter Lang.

Total 2020-2021 637 136 \$

SECRETARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022 DEMANDE DE RENSEIGNEMENT PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 9 :

DANS LE CADRE DU PROGRAMME D'APPUI À LA FRANCOPHONIE CANADIENNE : CRÉDITS ACCORDÉS AU PROGRAMME EN 2020-2021, INCLUANT LES COÛTS ADMINISTRATIFS, ET LE NOMBRE D'ETC AFFECTÉS À LA GESTION DU PROGRAMME, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022.

FOURNIR LA LISTE DES PROJETS FINANCÉS LORS DE LA DERNIÈRE ANNÉE BUDGÉTAIRE, LE MONTANT ACCORDÉ PAR PROJET, LA DESCRIPTION DES PROJETS SUBVENTIONNÉS ET LE NOMBRE DE DEMANDES REÇUES.

Réponse :

PROGRAMME D'APPUI À LA FRANCOPHONIE CANADIENNE

EXERCICE 2020-2021
(AU 28 FÉVRIER 2021)

Nombre de projets reçus (incluant la coopération intergouvernementale)	185
Nombre de projets reçus en coopération intergouvernementale uniquement	69
Nombre de projets acceptés (incluant la coopération intergouvernementale)	118
Nombre de projets acceptés en coopération intergouvernementale uniquement	40
Crédits normés 2020-2021	1 828 600 \$
Aide normée accordée (incluant la coopération intergouvernementale)	1 744 190 \$
Aide normée accordée en coopération intergouvernementale uniquement	295 640 \$
Crédits non normés 2020-2021	486 300 \$
Aide non normée accordée	327 284 \$
Crédits totaux 2020-2021	2 314 900 \$
Aide totale accordée (normée et non normée)	2 071 474 \$

CRÉDITS 2021-2022

Appui à la francophonie canadienne (intégrant les crédits normés (PAFC) et les crédits non normés)	2 314 900 \$
--	--------------

Les coûts administratifs de gestion sont assumés à même le budget de fonctionnement du SQRC.

Le SQRC dispose d'une équipe de travail qui dédie une partie de son temps aux activités de production et de coordination du PAFC :

- 6 membres de l'équipe à Québec, dont un-e technicien-ne
- 3 membres des équipes des Bureaux du Québec au Canada

SECRETARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 9 - PROGRAMME D'APPUI À LA FRANCOPHONIE CANADIENNE LISTE
DES PROJETS SUBVENTIONNÉS 2020-2021 (AU 28 FÉVRIER 2021)

Nombre de projets : 118

Aide financière totale recommandée : 1 744 190 \$

No de projet/Volet	Titre du projet	Montant Accordé	Demandeur-bénéficiaire
PAF-5746	An 3 de Jamais Trop Tôt (PAF-5449) (PAF-5745)	40 000 \$	Réseau national des galas de la chanson
PAF-5752	An 3 de Projet pilote de Baluchonnage dans l'Ouest (PAF-5578) (PAF-5751)	25 000 \$	Fédération des aînés fransaskois
PAF-5755	An 3 de Projet triennal de transformation numérique (2018-2021) (PAF-5630) (PAF-5754)	50 000 \$	Association de la presse francophone
PAF-5847	An 3 de Projet de développement en slam/poésie (PAF-5535) (PAF-5846)	10 000 \$	Conseil provincial des sociétés culturelles
PAF-6259	An 2 de Ateliers de perfectionnement en formation à distance et Tables technopédagogiques (PAF-5920)	10 000 \$	Réseau d'enseignement francophone à distance du Canada
PAF-6262	An 2 de Plan séquence (2e édition) : formation, mentorat et réseautage (PAF-5939)	10 000 \$	Front des réalisateurs indépendants du Canada
PAF-6264	An 2 de Festival de la poésie de Montréal (PAF-5944)	10 000 \$	Maison de la poésie de Montréal
PAF-6266	An 2 de Prix littéraire Champlain 2020-2022 (PAF-6048)	15 000 \$	Regroupement des éditeurs franco-canadiens
PAF-6268	An 2 de 4e CAMPUS du FCVQ (PAF-5897)	9 500 \$	Festival de cinéma de la ville de Québec
PAF-6271	An 2 de Rencontres qui chantent (PAF-5971)	10 000 \$	Alliance nationale de l'industrie musicale
PAF-6311	An 2 de Closmonautes (PAF-5883)	15 000 \$	Conseil régional de la culture Saguenay-Lac-Saint-Jean
PAF-6313	An 2 de Course des régions pancanadienne 2e volet (2019-20-21) (PAF-5909)	40 000 \$	Course Estrie
PAF-6315	An 2 de Les connaissances scientifiques en soutien aux enseignants francophones du Canada: mieux faire ensemble (RÉVERBÈRE) (PAF-5929)	50 000 \$	Université du Québec à Trois-Rivières
PAF-6317	An 2 de Nouvelles cliniques culturelles pour les communautés francophones (PAF-5978)	17 000 \$	Les Arts et la Ville
PAF-6319	An 2 de MT180 d'un océan à l'autre (PAF-5984)	18 300 \$	Association francophone pour le savoir - (Acfas)
PAF-6321	An 2 de projet 1 - FRANCOFIERS ET SOLIDAIRES-LES SPECTACLES (PAF-5962)	20 000 \$	Coup de coeur francophone
PAF-6323	An 2 de Jeux de la francophonie canadienne 2020 (PAF-5986)	35 000 \$	Fédération de la jeunesse canadienne-française
PAF-6324	An 2 de RNGC - Formation nationale (PAF-6003)	20 000 \$	Réseau national des galas de la chanson
PAF-6345	An 2 de D'un Rire à l'autre « volet 2 » (PAF-5896)	40 000 \$	Juste pour Rire Management & Services Conseils
PAF-6347	An 2 de Rejoindre les jeunes par le théâtre (PAF-6002)	30 000 \$	Les Voyagements
PAF-6451	Partage culturel 2020-2021	9 200 \$	Conseil des organismes francophones de la région de Durham
PAF-6455	Police de proximité, une priorité à Edmundston et Thérèse-De Blainville	4 510 \$	Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville
PAF-6458	40e anniversaire de Contact ontariois	10 920 \$	Réseau Ontario
PAF-6459	Tournée du film "intimités francophones d'eux"	18 000 \$	Projet Ose
PAF-6462	Parrainage HEC Montréal - Incubateur Francophone Toronto	20 000 \$	Conseil de la coopération de l'Ontario
PAF-6466	LittératieÉMC: Concours régional d' épellation & École du samedi	18 000 \$	Épelle-Moi Canada
PAF-6473	Autochtonisation des programmes de formation à l'enseignement spécifique aux contextes francophones	17 230 \$	Université Laval - Faculté des sciences de l'éducation
PAF-6474	Contenu vidéo pour le Cercle de la renommée de la musique québécoise	20 000 \$	Centre national de musique / National Musique Centre
PAF-6476	Partenariat pour le développement de relations d'affaires entre les jeunes gens d'affaires francophones de Montréal et de l'Ontario	18 000 \$	Club canadien de Toronto
PAF-6480	15e Festival International du Film Francophone de Saskatoon, CINERGIE 2020	20 000 \$	Fédération des francophones de Saskatoon
PAF-6482	L'ACADIE DANS TOUS SES ÉTATS	11 462 \$	Coopérative Radiophonique La Brise de la Baie Ltée
PAF-6485	Échanges artistiques entre l'Est du Québec et l'Ontario français	9 520 \$	Réseau Ontario

No de projet/Volet	Titre du projet	Montant Accordé	Demandeur-bénéficiaire
PAF-6486	Formation sur la matrice de modèle d'affaires en français pour les francophones de l'Ontario	17 810 \$	Collège Boréal
PAF-6489	Grand Rendez-vous avec la francophonie canadienne	20 000 \$	Fondation Québec Cinéma
PAF-6490	Ateliers de Danse et Spectacle	9 040 \$	Centre culturel La Ronde
PAF-6491	Réflexion collective sur le rôle de la radio communautaire comme guichet-unique de promotion numérique	18 000 \$	Coopérative radiophonique de Toronto
PAF-6498	Contes en francophonie	12 000 \$	Maison natale de Louis Fréchette
PAF-6501	Le Centre culturel francophone de Vancouver et les Francouvertes: la poursuite d'une collaboration élargie en appui à la chanson francophone émergente	8 000 \$	Centre culturel francophone de Vancouver
PAF-6508	Programmation franco-canadienne à la Maison de la littérature	4 780 \$	L'Institut Canadien de Québec
PAF-6518	Académie du Drag	7 520 \$	Association des communautés francophones d'Ottawa
PAF-6519	Pacifique en chanson 2020 : artiste mentor	5 500 \$	Conseil culturel et artistique francophone de la Colombie-Britannique
PAF-6528	Vis-à-Visages, Regards croisés Acadie/Gaspésie	20 000 \$	Conseil provincial des sociétés culturelles
PAF-6529	Ateliers de compétences en matière de cirque à St.John's	10 000 \$	Wonderbolt Productions
PAF-6535	Initiation au rôle et aux activités entrepreneuriales des Clubs d'entrepreneurs étudiants dans les collèges et universités francophones phase 3	19 800 \$	Association des clubs d'entrepreneurs étudiants du Canada francophone
PAF-6537	Stage en service de garde francophone hors Québec et formation à l'approche "Forest School"	10 000 \$	Cégep Édouard-Montpetit
PAF-6538	Du Québec en Alberta, cette identité francophone ma raison d'être et j'en suis fier	14 600 \$	Centre R.I.R.E. 2000
PAF-6539	Delphine rêve toujours	16 000 \$	Théâtre de la Vieille 17
PAF-6540	Projet Théâtre jeune public - Saison 2020-2021 Alliance Française de Toronto	7 545 \$	Alliance française de Toronto
PAF-6543	D'un produit à l'autre !	14 780 \$	Les Média Acadiens Universitaires Inc.
PAF-6548	Muséolab en francophonie canadienne	16 000 \$	DigiHub Shawinigan
PAF-6552	Dialogue plus en Actions	20 000 \$	Actions interculturelles de développement et d'éducation
PAF-6554	Festival Petits bonheurs Nouvel-Ontario, 2e édition	5 680 \$	Carrefour francophone de Sudbury
PAF-6555	Thèsez-vous en français	6 740 \$	Thèsez-vous
PAF-6556	Stages en formation continue pour le milieu théâtral de la francophonie canadienne	45 000 \$	Association des théâtres francophones du Canada
PAF-6560	Prix Éloïze de l'Artiste de l'Acadie du Québec :Participation et promotion	10 000 \$	Association acadienne des artistes professionnel.le.s du Nouveau-Brunswick
PAF-6561	Les aînés, moteur de nos communautés - Projets novateurs pour le mieux-être des aînés francophones	7 000 \$	Conférence des Tables régionales de concertation des aînés du Québec
PAF-6571	Dansons l'avenir de l'Acadie et du Québec	3 500 \$	Les Productions DansEncorps inc.
PAF-6572	Une chanson à l'école et J'aime les mots	16 000 \$	Culture pour tous
PAF-6578	30e édition du Salon du livre de Dieppe	4 000 \$	Le Salon du livre de Dieppe inc.
PAF-6583	Collaboration interuniversitaire en recherche dans la francophonie canadienne	50 000 \$	Association francophone pour le savoir - (Acfas)
PAF-6585	Bâtissons un monde sans violence sexuelle envers les enfants et les adolescents	4 500 \$	Les EssentiElles
PAF-6587	Participation d'une experte québécoise au forum communautaire Mobiliser les Jeunes	1 560 \$	Maison d'hébergement pour femmes francophones - La Maison
PAF-6589	La Coupe des startup 2021	10 000 \$	Regroupement des jeunes chambres de commerce du Québec

No de projet/Volet	Titre du projet	Montant Accordé	Demandeur-bénéficiaire
PAF-6590	Forum sur l'aménagement culturel du territoire et l'éducation	10 000 \$	Association acadienne des artistes professionnel.le.s du Nouveau-Brunswick
PAF-6592	La COVID-19 expliquée aux jeunes	47 723 \$	Société Santé en français
PAF-6597	Vers un milieu théâtral franco-canadien plus équitable, pluriel, juste et inclusif.	48 500 \$	Association des théâtres francophones du Canada
PAF-6598	La Coupe des startup 2021	10 000 \$	Regroupement des jeunes chambres de commerce du Québec
PAF-6601	Projet ruée vers le Nord	4 500 \$	Association franco-yukonnaise
PAF-6606	Rendez-vous Acadie-Québec (RVAQ 2020)	26 250 \$	Fédération des chambres de commerce du Québec
PAF-6607	Mission exploratoire en préparation d'un colloque en petite enfance 2021	2 420 \$	Commission scolaire francophone du Yukon
PAF-6609	Semaine de la littérature	2 475 \$	Commission scolaire francophone du Yukon
PAF-6610	Regard sans masque sur la relance du secteur artistique et culturel francophone au Canada	50 000 \$	Fédération culturelle canadienne-française
PAF-6611	La Coupe des startup 2021	10 000 \$	Regroupement des jeunes chambres de commerce du Québec
PAF-6612	La dictée Gabrielle-Roy (Édition numéro 4)	4 000 \$	La Maison Gabrielle-Roy
PAF-6614	Service d'accueil et d'intégration professionnelle, Stages 2020-2021	16 030 \$	Réseau santé en français au Nunavut
PAF-6616	La Coupe des startup 2021	14 000 \$	Regroupement des jeunes chambres de commerce du Québec
PAF-6618	Cela était notre message - Guide pédagogique pour un meilleur vivre ensemble	3 750 \$	Conseil jeunesse provincial
PAF-6622	29e édition du Festival des vidéastes du Manitoba: échange interprovincial dans le domaine de la vidéo	3 000 \$	Festival des vidéastes du Manitoba inc.
PAF-6623	Psy-Web-COVID-19 : programme de e-santé mentale pour l'Intervention psychosociale de la détresse psychologique per et post pandémie COVID-19 chez les étudiants internationaux francophones en contexte de minorité linguistico-culturelle (Manitoba et Alberta) et au Québec	20 000 \$	Université Laval - Faculté des sciences de l'éducation
PAF-6625	Ateliers " Contes animés"	5 000 \$	Les Précambriens
PAF-6642	Impact économique des économusées dans la région de Nelson et des Kootenays	8 000 \$	Société de développement économique de la Colombie-Britannique
PAF-6643	Early Music Virtual Educational Outreach Concert	1 005 \$	Centre d'Action Artistique inc.
PAF-6647	La Tournée Québec Cinéma 2020-2021: Partenariat avec les Série du FICFA et le Cinéma du Centre de Caraquet	6 500 \$	Fondation Québec Cinéma
PAF-6659	Formation professionnelle musique, maîtriser le cycle de vie de l'album	5 000 \$	franconnexion.info
PAF-6660	La littérature sur mesure	2 000 \$	Communication-Jeunesse
PAF-6664	Requiem Acadien et Concert de Noël (titre à être déterminé)	4 500 \$	Orchestre philharmonique du Haut-Saint-Jean Inc.
PAF-6680	Wesli Band (Wesley Louissaint)	3 800 \$	The Fredericton Playhouse
PAF-6688	Accorderie Yukon	6 125 \$	Les EssentiElles
PAF-6690	Festival Les humanoïdes - volet petite enfance "L'Écho de l'écume"	7 000 \$	Centre des arts La petite église d'Edmundston
PAF-6692	Le FICFA et Spira : Tourne à Québec 2020-2021	6 500 \$	Film Zone inc.
PAF-6693	Construction identitaire par le slam de poésie	4 000 \$	Conseil provincial des sociétés culturelles
PAF-6695	Les 27e RVCQF: Une saison en ligne	6 750 \$	Visions Ouest Productions
PAF-6703	GRIS Acadie - extension de la mission du GRIS Montreal en Acadie	9 640 \$	GRIS - Acadie
PAF-6707	Programme numérique Prima Danse	12 000 \$	événements Prima Danse
PAF-6708	Festival Objectif Cinéma 2020	6 960 \$	Mouvement d'implication francophone d'Orléans

No de projet/Volet	Titre du projet	Montant Accordé	Demandeur-bénéficiaire
PAF-6711	Educ@TIC 3.0 Volet Canada Francophone	20 000 \$	Grandir Sans Frontières
PAF-6713	Lettres entre générations	8 090 \$	Assemblée francophone des retraités et aînés de la Colombie-Britannique
PAF-6714	Développement de connaissance en médiation artistique	20 000 \$	Musée ambulant
PAF-6716	Tête-à-tête : jeu de société francocolombien	20 000 \$	Conseil jeunesse francophone de la Colombie-Britannique
PAF-6717	La francophonie par les arts	20 000 \$	Carrefour Jeunesse-emploi de Côte-des-Neiges
PAF-6718	Circulation d'auteur.es entre le Festival Frye, le Metropolis Bleu et le Kingston WritersFest	20 000 \$	Festival Frye
PAF-6721	Série de 3 activités de médiation artistiques dans le milieu scolaire	10 000 \$	Le Théâtre du Nouvel-Ontario
PAF-6724	Échange de poètes entre le Festival Frye et le Festival international de la poésie de Trois-Rivières	2 085 \$	Festival Frye
PAF-6728	Le mentorat pour le développement de la pratique artistique en humour de langue française en Colombie-Britannique: un élargissement de la clientèle ciblée, dont la jeunesse, en période de pandémie COVID-19	3 000 \$	Centre culturel francophone de Vancouver
PAF-6729	Les personnes aidantes soutenues par leur communauté	7 730 \$	Réseau-Femmes Colombie-Britannique
PAF-6733	Experts virtuels de l'Université Laurentienne	20 000 \$	Université Laurentienne
PAF-6736	SOUS TON AILE - un projet de médiation culturelle	11 800 \$	Carrefour francophone de Sudbury
PAF-6741	Econocoop	20 000 \$	Commission nationale des parents francophones
PAF-6742	Présentation du spectacle VIOLETTE de la compagnie québécoise Joe Jack et John	9 500 \$	Théâtre la Seizième
PAF-6745	Formation en humour en libre accès pour la jeunesse des communautés francophones et acadiennes	16 000 \$	Association canadienne-française de l'Ontario de Stormont, Dundas et Glengarry
PAF-6756	Sommet Francophonie Économique Canadienne 2020 - Toronto Global Forum 2020	15 000 \$	INSTITUT INTERNATIONAL D'ÉTUDES ADMINISTRATIVES DE MONTRÉAL INC.
PAF-6757	Ô Chalet ! Les jeunes s'engagent !	50 000 \$	Réseau de développement économique et d'employabilité Canada
PAF-6788	Échange littéraire: Auteurs autochtones et élèves du CSAP	4 220 \$	Conseil scolaire acadien provincial
PAF-6792	Formation pour personnel de camps d'été	4 975 \$	Fédération des parents acadiens de la Nouvelle-Écosse
PAF-6794	L'Acadie conte : projet collaboratif de baladodiffusion Québec – Nouvelle-Écosse	9 150 \$	Festival interculturel du conte de Montréal
PAF-6797	Varguer tight à la Baie	1 215 \$	Société acadienne de Clare
PAF-6800	Pour un réseau d'entraide, d'échanges et de services pour les personnes aînées francophones du Yukon	10 000 \$	Association franco-yukonnaise
PAF-6802	La francophonie plurielle de la Colombie-Britannique: communautés et diversité	7 000 \$	Bureau des affaires francophones et francophiles

SECRÉTARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 9 - CRÉDITS NON-NORMÉS

LISTE DES PROJETS SUBVENTIONNÉS 2020-2021 (AU 28 FÉVRIER 2021)

	Nombre de projet	Montant accordé
AUTRES	2	35 000 \$
FCFA	1	100 000 \$
SCIC	1	131 300 \$
SNA	1	50 000 \$
SOUTIEN AUX ÉVÈNEMENTS	27	36 984 \$
TOTAL :	32	353 284 \$

No de projet/Volet	Titre du projet	Montant Accordé	Demandeur-bénéficiaire
AUT-6395	Rendez-vous Acadie-Québec 2020 (An 2 du projet AUT-6401)	10 000 \$	Fédération des chambres de commerce du Québec
AUT-6905	An 3 - Budget de fonctionnement de ACELF (An1 6168 - An2 6425)	25 000 \$	Association canadienne d'éducation de langue française
FCF-6691	Entente de coopération entre le SQRC et la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada (FCFA - 20/21)	100 000 \$	Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada
PRO-6719	20e anniversaire RDÉE NB	403 \$	Acadie Nouvelle
PRO-6818	20ième édition de la Semaine de la Francophonie de Toronto 2021 (SFT 2021) sous le thème « 20 ans tous ensemble »	5 000 \$	Collège Boréal
PRO-6767	25eme anniversaire Centre Scolaire Acadien Provincial	1 000 \$	Conseil scolaire acadien provincial
PRO-6810	28e Salon du livre de Toronto	1 000 \$	Salon du livre de Toronto
PRO-6687	31e festival d'été francophone de Vancouver 2020	2 000 \$	Centre culturel francophone de Vancouver
PRO-6813	Cabanes à sucre virtuelles pour les écoles francophones et d'immersion	1 000 \$	Association canadienne-française de l'Alberta, régionale de Calgary
PRO-6672	Déjeuners-causeries du CÉNB,2020-2021	500 \$	Conseil économique du Nouveau-Brunswick inc.
PRO-6676	Événement virtuel « L'ACELF en direct : mon bien-être, notre mieux-être	3 000 \$	Association canadienne d'éducation de langue française
PRO-6764	Festival du Voyageur 2021	4 000 \$	Festival du voyageur inc.
PRO-6689	Festival Edmonton chante 2020	2 000 \$	Association canadienne-française de l'Alberta - Régionale d'Edmonton
PRO-6730	Festival Franco-Ontarien	2 000 \$	Festival franco-ontarien (2006)
PRO-6763	Festival virtuel Francophonie en Fête	3 000 \$	Francophonie en fête corporation
PRO-6617	Fête nationale du Québec 2020 à Halifax	500 \$	Conseil communautaire du Grand-Havre
PRO-6751	Foire aux services en français	500 \$	Conseil communautaire du Grand-Havre
PRO-6899	Le Centre des arts et de la culture de Dieppe célèbre la Journée internationale de la Francophonie	1 000 \$	Centre des arts et de la culture de Dieppe Inc
PRO-6779	Léon Roy et sa maison	1 000 \$	La Maison Gabrielle-Roy
PRO-6755	Les balados du Labo	1 500 \$	Le Labo inc.
PRO-6816	Mois de la Francophonie	500 \$	Conseil communautaire du Grand-Havre
PRO-6666	Partition/Ensemble	1 000 \$	Société québécoise d'études théâtrales
PRO-6754	Prix des Horizons imaginaires - Jury local	700 \$	University of Victoria, Department of French
PRO-6731	Rencontre annuelle de l'Assemblée de la francophonie de l'Ontario (AFO)	1 000 \$	Assemblée de la francophonie de l'Ontario
PRO-6840	Soirée Saphir 2020	1 000 \$	Fondation franco-ontarienne
PRO-6773	Soutien à deux webinaires économiques organisés par l'Association des administrateurs municipaux du Nouveau-Brunswick (AAMNB).	1 001 \$	Association des administrateurs municipaux du N.-B.
PRO-6782	Un Noël Acadien	500 \$	Centre communautaire francophone de Truro
PRO-6595	Une rentrée virtuelle inclusive	500 \$	Conseil jeunesse francophone de la Colombie-Britannique
PRO-6775	Webinaire: Améliorer la santé mentale dans la collectivité	880 \$	Services Francophones du PHSA
PRO-6781	Y fait frette en fête - Célébration du temps des fêtes	500 \$	Association des francophones des Kootenays Ouest

No de projet/Volet	Titre du projet	Montant Accordé	Demandeur-bénéficiaire
SCI-6815	Contribution annuelle du gouvernement du Québec au budget de fonctionnement du Secrétariat pour l'exercice financier 2020-2021	131 300 \$	Receveur général du Canada
SNA-6576	Fonds Acadie Québec 2020-2021	50 000 \$	Société Nationale de l'Acadie

SECRETARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

QUESTION 10 :

CONCERNANT LE PROGRAMME DE COOPÉRATION INTERGOUVERNEMENTALE : CRÉDITS ACCORDÉS AU PROGRAMME LORS DE LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE, INCLUANT LES COÛTS ADMINISTRATIFS, LES PRÉVISIONS POUR 2021-2022, LA LISTE DES PROJETS FINANCÉS EN 2020-2021, LE MONTANT ACCORDÉ PAR PROJET, LA DESCRIPTION DES PROJETS SUBVENTIONNÉS ET LE NOMBRE DE DEMANDES REÇUES.

Réponse : Les crédits associés à l'ancien Programme de coopération intergouvernementale et aux autres crédits de transfert ont été intégrés au budget dédié à l'appui à la francophonie canadienne à la suite de la fusion des deux programmes - voir la réponse à la demande de renseignements particuliers numéro 9 de l'Opposition officielle.

SECRETARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

QUESTION 11 :

CRÉDITS ACCORDÉS AU CENTRE DE LA FRANCOPHONIE DES AMÉRIQUES EN 2020-2021 ET PRÉVISIONS POUR 2021-2022.

Réponse : Les crédits accordés au Budget des dépenses pour le Centre de la francophonie des Amériques ont été de 2 383 900 \$ en 2020-2021 et seront de 2 362 200\$ en 2021-2022.

SECRETARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

QUESTION 12 : Liste des rencontres, en personne ou téléphoniques, de la ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne avec des représentants du gouvernement fédéral

DATE ET LIEU	PARTICIPATION DE LA MINISTRE	SUJETS ABORDÉS
4 décembre 2020	Conférence ministérielle sur la francophonie canadienne - Réunion des ministres fédéraux-provinciaux-territoriaux (visioconférence)	<ul style="list-style-type: none">• Plan stratégique 2020-2023• Dossier sur l'immigration francophone• Main d'œuvre bilingue• Incorporation de la CMFC• Conférence ministérielle sur la francophonie canadienne 2021
3 février 2021	Entretien téléphonique avec la ministre fédérale du Développement économique et des Langues officielles, M ^{me} Mélanie Joly	<ul style="list-style-type: none">• Modernisation de la Loi sur les langues officielles

SECRETARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

QUESTION 13 :

**TOTAL DES SOMMES REÇUES PAR LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
SOUS FORME DE TRANSFERT DU GOUVERNEMENT DU CANADA.
FOURNIR UNE VENTILATION PAR MINISTÈRE ET PAR PROGRAMME.**

**Réponse : Le Secrétariat du Québec aux relations canadiennes ne
reçoit aucune somme du gouvernement fédéral.**

SECRETARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

QUESTION 14 :

**SOMMES ALLOUÉES À CHACUN DES BUREAUX ET ANTENNES DU
QUÉBEC DANS LES AUTRES PROVINCES ET TERRITOIRES.**

Réponse :

Sommes allouées en 2021-2022

	Bureau du Québec à Toronto	Bureau du Québec dans les Provinces atlantiques	Bureau du Québec à Ottawa	Total
RÉMUNÉRATION	760 000 \$	395 000 \$	445 000 \$	1 600 000 \$
FONCTIONNEMENT	330 000 \$	125 500 \$	330 000 \$	785 500 \$
TOTAL	1 090 000 \$	520 500 \$	775 000 \$	2 385 500 \$

SECRETARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

QUESTION 15 :

POUR CHACUN DES BUREAUX ET ANTENNES DU QUÉBEC DANS LES AUTRES PROVINCES ET TERRITOIRES, FAIRE ÉTAT DES POSTES À COMBLER À LA FIN DE L'EXERCICE 2020-2021.

Réponse : Au 28 février 2021, les postes non comblés sont :

- Bureau du Québec dans les Provinces atlantiques : 1 poste de technicien en administration**
- Bureau du Québec à Toronto : 1 poste d'employé économique à Calgary**
- Bureau du Québec à Ottawa : 2 postes d'employés économiques**

SECRETARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

QUESTION 16 :

SOMMES ALLOUÉES EN 2020-2021 POUR LA CRÉATION DU NOUVEAU BUREAU DU QUÉBEC À OTTAWA, LE BUDGET PROJETÉ POUR 2021-2022, L'ORGANIGRAMME, LE LIEU ET TOUT DOCUMENT, NOTE ET AVIS CONSIDÉRÉ QUI APPUIENT LA CRÉATION DE CE BUREAU DU QUÉBEC.

Réponse : Les sommes allouées pour la création du Bureau du Québec à Ottawa ont été les suivantes :

	2020-2021
RÉMUNÉRATION	445 500 \$
FONCTIONNEMENT	788 500 \$
TOTAL	1 234 000 \$

Le budget projeté pour 2021-2022 est le suivant :

	2021-2022
RÉMUNÉRATION	445 000 \$
FONCTIONNEMENT	330 000 \$
TOTAL	775 000 \$

L'équipe est composée de cinq personnes :

- Le chef de poste;
- Un conseiller principal;
- Une attachée aux affaires publiques et aux communications;
- Un attaché économique;
- Une technicienne en administration.

Le Bureau est situé au 100 rue Murray, suite 300 à proximité de la Colline parlementaire.

Aucun nouveau document, note ou avis appuyant la création du Bureau n'a été produit entre le 1^{er} avril 2020 et le 28 février 2021. Certains documents, produits antérieurement, peuvent toutefois être consultés sur le site Internet du ministère du Conseil exécutif. Voir la demande 2019-20-079 au lien suivant :

<https://www.acces.mce.gouv.qc.ca/documents-publies-ministere/demandes-acces/archives-2019-docs-transmis.asp>

SECRETARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

QUESTION 17 :

**LISTE DES RENCONTRES ET DES DÉMARCHES ENTREPRISES
AUPRÈS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL EN LIEN AVEC LA
SITUATION LINGUISTIQUE DES FRANCO-ONTARIENS.**

Réponse : Le Secrétariat du Québec aux relations canadiennes n'a pas entrepris de démarches ou de rencontres auprès du gouvernement fédéral sur ce sujet en 2020-2021.

SECRETARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

QUESTION 18 :

**COPIE DE TOUTE CORRESPONDANCE AVEC LE GOUVERNEMENT
FÉDÉRAL EN LIEN AVEC LA SITUATION LINGUISTIQUE DES FRANCO-
ONTARIENS.**

**Réponse : Il n'y a eu aucune correspondance avec le gouvernement
fédéral sur ce sujet en 2020-2021.**

SECRETARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

QUESTION 19 :

**LISTE DES RENCONTRES ET DES DÉMARCHES ENTREPRISES
AUPRÈS DU GOUVERNEMENT DE L'ONTARIO EN LIEN AVEC LA
SITUATION LINGUISTIQUE DES FRANCO-ONTARIENS.**

**Réponse : Des rencontres régulières se sont tenues au niveau
administratif concernant la mise en œuvre de l'Accord de
coopération intergouvernementale en matière de
francophonie entre le gouvernement du Québec et le
gouvernement de l'Ontario.**

SECRETARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

QUESTION 20 :

COPIE DE TOUTE CORRESPONDANCE AVEC LE GOUVERNEMENT DE L'ONTARIO EN LIEN AVEC LA SITUATION LINGUISTIQUE DES FRANCO-ONTARIENS.

Réponse : Le 18 janvier 2021, la ministre Sonia LeBel a écrit à la ministre responsable des Affaires francophones de l'Ontario, Mme Caroline Mulroney, afin d'initier une discussion au sujet de *l'Accord de coopération et d'échanges entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'Ontario en matière d'affaires francophones.*

Cette lettre est protégée en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c A-2.1).

SECRETARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

QUESTION 21 :

**LISTE DES RENCONTRES ET DES DÉMARCHES ENTREPRISES
AUPRÈS DU GOUVERNEMENT DU NOUVEAU-BRUNSWICK EN LIEN
AVEC LA SITUATION LINGUISTIQUE DES ACADIENS.**

Réponse : Des rencontres téléphoniques régulières se sont tenues au niveau administratif concernant la mise en œuvre de l'Accord de coopération intergouvernementale en matière de francophonie entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Nouveau-Brunswick.

SECRETARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

QUESTION 22 :

**COPIE DE TOUTE CORRESPONDANCE AVEC LE GOUVERNEMENT DU
NOUVEAU-BRUNSWICK EN LIEN AVEC LA SITUATION LINGUISTIQUE
DES ACADIENS.**

**Réponse : Il n'y a eu aucune correspondance du Secrétariat du
Québec aux relations canadiennes avec le gouvernement
du Nouveau-Brunswick sur ce sujet en 2020-2021.**

SECRETARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

QUESTION 23 :

**COPIE DE TOUTE CORRESPONDANCE AVEC LE GOUVERNEMENT DU
MANITOBA, NOTAMMENT AU SUJET DE LA LOI 21.**

Réponse : *Aucune correspondance ne concerne la Loi sur la laïcité de l'État (loi 21). Les autres correspondances répertoriées sont protégées en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1).*

SECRETARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

QUESTION 24 :

**LISTE DES RENCONTRES ET DES DÉMARCHES ENTREPRISES
AUPRÈS DU GOUVERNEMENT DU MANITOBA, NOTAMMENT AU
SUJET DE LA LOI 21.**

**Réponse : Le Secrétariat du Québec aux relations canadiennes n'a
pas entrepris de démarches ou de rencontres auprès du
gouvernement du Manitoba sur ce sujet en 2020-2021.**

SECRETARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

QUESTION 25 :

**LISTE DES RENCONTRES ET DES DÉMARCHES ENTREPRISES
AUPRÈS DU GOUVERNEMENT DE L'ONTARIO EN LIEN AVEC LES
EXPORTATIONS D'HYDROÉLECTRICITÉ ENTRE LE QUÉBEC ET
L'ONTARIO.**

**Réponse : Le Secrétariat du Québec aux relations canadiennes n'a
pas entrepris de démarches ou de rencontres auprès du
gouvernement fédéral sur ce sujet en 2020-2021.**

SECRETARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

QUESTION 26 :

COPIE DE TOUTE CORRESPONDANCE AVEC LE GOUVERNEMENT DE L'ONTARIO EN LIEN AVEC LES EXPORTATIONS D'HYDRO-ÉLECTRICITÉ ENTRE LE QUÉBEC ET L'ONTARIO.

Réponse : Il n'y a eu aucune correspondance du Secrétariat du Québec aux relations canadiennes avec le gouvernement de l'Ontario sur ce sujet en 2020-2021.

SECRETARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

QUESTION 27 :

DANS LE CADRE DE TOUTES LES RENCONTRES AYANT EU LIEU ENTRE LE PREMIER MINISTRE DU QUÉBEC ET LE PREMIER MINISTRE DU CANADA, DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2019, VEUILLEZ FOURNIR LA LISTE DE LA OU DES PERSONNE(S) QUI Y ONT PARTICIPÉ, LES COÛTS TOTAUX DU VOYAGE INCLUANT TOUS LES FRAIS ENCOURUS (TRANSPORT, REPAS, HÉBERGEMENT, FRAIS DE REPRÉSENTATION, ETC.).

Réponse : Entre le 1^{er} avril 2020 et le 28 février 2021, différentes rencontres ont eu lieu.

Une réunion des premiers ministres (FPT) s'est tenue par visioconférence le 10 décembre 2020.

Le premier ministre a également participé à des conférences téléphoniques des premiers ministres fédéral, provinciaux, territoriaux les 2, 9, 16, 24 et 30 avril 2020, les 7, 21 et 28 mai 2020, les 4, 11, 18 et 25 juin 2020, le 29 juillet 2020, les 10 et 14 septembre 2020, les 1^{er} et 15 octobre 2020, les 12 et 26 novembre 2020, les 7 janvier et 21 janvier 2021 ainsi que les 4 et 18 février 2021.

La participation du Québec n'a engendré aucun coût pour le SQRC.

SECRETARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

QUESTION 28 :

DANS LE CADRE DE TOUTES LES RENCONTRES AYANT EU LIEU ENTRE LE PREMIER MINISTRE DU QUÉBEC ET LE PREMIER MINISTRE D'UNE AUTRE PROVINCE CANADIENNE, DEPUIS LE 1^{er} AVRIL 2020, VEUILLEZ FOURNIR LA LISTE DE LA OU DES PERSONNE(S) QUI Y ONT PARTICIPÉ, LES COÛTS TOTAUX DU VOYAGE INCLUANT TOUS LES FRAIS ENCOURUS (TRANSPORT, REPAS, HÉBERGEMENT, FRAIS DE REPRÉSENTATION, ETC.).

Réponse : Voir la réponse à la question 19 des renseignements particuliers du troisième groupe d'opposition adressées au ministère du Conseil exécutif.

SECRETARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

QUESTION 29 :

DANS LE CADRE DE CHACUN DES CONSEILS DE LA FÉDÉRATION AYANT EU LIEU EN 2020-2021, FOURNIR LA LISTE DE LA OU DES PERSONNE(S) QUI Y ONT PARTICIPÉ, LES COÛTS TOTAUX DE VOYAGE POUR S'Y RENDRE, INCLUANT TOUS LES FRAIS ENCOURUS (TRANSPORT, REPAS, HÉBERGEMENT, FRAIS DE REPRÉSENTATION, ETC.).

Réponse : En 2020-2021, les premiers ministres des provinces et territoires se sont réunis en personne à une seule occasion, soit pour la tenue d'une conférence de presse du Conseil de la fédération le 18 septembre 2020 à Ottawa.

La Réunion annuelle du Conseil de la fédération a eu lieu le 24 septembre 2020 par téléconférence.

Des conférences téléphoniques des premiers ministres des provinces et territoires ont également eu lieu les 2, 9, 16, 23 et 30 avril 2020, les 7, 14, 21 et 28 mai 2020, les 4, 11, 18 et 25 juin 2020, les 9, 15 (2) et 16 (2) juillet 2020, le 25 août 2020, les 3, 10 et 14 septembre 2020, les 15 et 29 octobre 2020, les 12 et 26 novembre 2020, les 3 et 9 décembre 2020, les 7 janvier et 21 janvier 2021 ainsi que les 4, 18 et 25 février 2021.

La participation du Québec à tous ces événements n'a engendré aucun coût de déplacement pour le SQRC.

SECRETARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

QUESTION 30 :

COPIE DE TOUTES LES CORRESPONDANCES ÉCHANGÉES EN 2020-2021 ENTRE LE SECRETARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES, LE SECRETARIAT DU CONSEIL DE LA FÉDÉRATION ET LE COMITÉ DIRECTEUR DU CONSEIL DE LA FÉDÉRATION.

Réponse : Les documents répertoriés sont protégés en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c A-2.1).

SECRETARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022 DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 31 :

BILAN DES ACTIVITÉS DE LA DIRECTION DES POLITIQUES INSTITUTIONNELLES ET CONSTITUTIONNELLES DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2019.

Réponse : Agissant au sein du Secrétariat du Québec aux relations canadiennes, la Direction des politiques institutionnelles et constitutionnelles (DPIC) a pour mandat de conseiller le gouvernement relativement au dossier constitutionnel et de veiller au respect des compétences constitutionnelles du Québec. À cette fin, elle assure notamment un suivi de l'évolution du fédéralisme canadien et de ses institutions, elle fait l'analyse des projets de loi fédéraux à incidences intergouvernementales et elle examine les courants récents de la jurisprudence constitutionnelle, particulièrement en matière de partage des compétences.

En concertation avec les ministères sectoriels responsables, la DPIC collabore à la préservation de l'intégrité du territoire du Québec. Un volet important de cette action a pour objet le maintien de l'autorité législative du Parlement du Québec sur l'ensemble du territoire québécois. Notamment, la DPIC assure le suivi, conformément à la section II de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* (chapitre M-30), des transactions immobilières impliquant le gouvernement fédéral, l'un de ses ministères ou l'un de ses organismes (gouvernementaux ou publics).

Enfin, la DPIC est associée aux discussions que le gouvernement du Québec mène avec le gouvernement fédéral et les différentes nations autochtones du Québec en vue du règlement de leurs revendications en matière territoriale et d'autonomie gouvernementale.

À titre d'exemple, au cours de l'exercice 2020-2021, la DPIC a analysé ou assuré un suivi des projets de loi suivants, à incidences intergouvernementales :

- Projets de loi C-13, C-14, C-15 et C-20 (déposés lors de la 1^{re} session de la 43^e législature) et projets de loi C-4, C-9 et C-24 (déposés lors de la 2^e session de la 43^e législature), concernant la mise en place de différentes mesures fédérales de soutien dans le contexte de la COVID-19.
- Projet de loi C-7, *Loi modifiant le Code criminel (aide médicale à mourir)*, concernant la réponse du parlement fédéral au jugement *Truchon c. Procureur général du Canada* et ses incidences sur le régime d'aide médicale à mourir applicable au Québec.
- Projet de loi C-10, *Loi modifiant la Loi sur la radiodiffusion et apportant des modifications connexes et corrélatives à d'autres lois*, au regard notamment de ses incidences sur la protection et l'épanouissement de la culture québécoise et de la langue française.

- Projet de loi C-15, *Loi concernant la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones*, au regard des incidences potentielles de ce projet de loi sur l'exercice des compétences législatives du Québec.

La DPIC a également assuré une veille, une analyse et un suivi de la jurisprudence constitutionnelle portant sur le partage des compétences et sur d'autres enjeux de nature constitutionnelle, notamment :

- L'affaire *Procureure générale du Québec c. IMTT-Québec inc.*, portant sur l'applicabilité de dispositions de la *Loi sur la qualité de l'environnement* dans le port de Québec (demande d'autorisation d'appel refusée par la Cour suprême du Canada, le 16 avril 2020).
- L'affaire *Motard c. Procureur général du Canada*, portant sur la constitutionnalité de la *Loi de 2013 sur la succession au trône* (demande d'autorisation d'appel refusée par la Cour suprême du Canada, le 23 avril 2020).
- Le jugement de la Cour d'appel fédérale, rendu le 15 mai 2020 dans l'affaire *Groupe Maison Candiac Inc. c. Canada (Procureur général)*, portant sur la constitutionnalité du décret d'urgence relatif à la rainette faux-grillon de l'Ouest et d'une disposition de la *Loi sur les espèces en péril* au regard de la compétence fédérale en matière de droit criminel (demande d'autorisation d'appel refusée par la Cour suprême du Canada le 10 décembre 2020).
- Le jugement de la Cour supérieure du Québec, rendu le 11 juin 2020, ainsi que l'appel interjeté devant la Cour d'appel du Québec dans l'affaire *Directeur des poursuites criminelles et pénales c. Télus Communications inc.* portant sur l'application de dispositions de la *Loi sur la protection du consommateur* à des entreprises de télécommunication.
- L'avis de la Cour suprême du Canada, rendu le 10 juillet 2020 dans le cadre du *Renvoi relatif à la Loi sur la non-discrimination génétique*, portant sur la constitutionnalité de cette loi au regard de la compétence fédérale en matière de droit criminel.
- Le jugement de la Cour supérieure du Québec, rendu le 18 décembre 2020, ainsi que l'appel interjeté devant la Cour d'appel du Québec dans l'affaire *Merck Canada inc. c. Procureur général du Canada* portant sur la constitutionnalité de dispositions de la *Loi sur les brevets* et du *Règlement sur les médicaments brevetés* au regard de la compétence fédérale sur les brevets.

De plus, la DPIC a collaboré à l'élaboration de la position et de l'argumentaire mis de l'avant par le procureur général du Québec dans le cadre de dossiers judiciaires à incidences constitutionnelles, dont :

- Les pourvois devant la Cour suprême du Canada portant sur la *Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre* (avis rendu le 25 mars 2021).
- Le pourvoi devant la Cour suprême du Canada portant sur la compétence juridictionnelle de la Cour du Québec (en délibéré).

- L'appel déposé à la Cour d'appel du Québec dans le cadre de la contestation de la *Loi sur l'exercice des droits fondamentaux et des prérogatives du peuple québécois et de l'État du Québec* (en délibéré).
- L'appel déposé à la Cour d'appel du Québec dans le cadre de la contestation de dispositions législatives québécoises obligeant les fournisseurs de service Internet à bloquer l'accès à des sites de jeux de loterie en ligne (en délibéré).
- La contestation de la constitutionnalité de la *Loi sur la laïcité de l'État* devant la Cour supérieure du Québec (en délibéré).
- Le renvoi à la Cour d'appel du Québec relatif à la *Loi concernant les enfants, les jeunes et les familles des Premières Nations, des Inuits et des Métis* (audition à venir).
- L'appel déposé à la Cour d'appel du Québec dans le cadre de la contestation de la *Loi encadrant le cannabis* (audition à venir).

En ce qui concerne les transactions immobilières impliquant une partie fédérale, la DPIC a, par exemple, apporté son soutien aux ministères sectoriels intéressés par certaines propriétés immobilières fédérales excédentaires situées dans les villes de Québec et de Rouyn-Noranda.

Enfin, la DPIC a maintenu sa collaboration avec le Secrétariat aux affaires autochtones dans les dossiers actifs de négociation territoriale globale ainsi que dans les dossiers des initiatives fédérales visant la réconciliation, comme la mise en œuvre de la *Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones* et la préparation d'un plan d'action pancanadien portant sur les recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

SECRETARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

QUESTION 32 :

POUR 2020-2021, LA LISTE DES INTERVENTIONS EFFECTUÉES PAR LE SECRETARIAT AUPRÈS DE TOUTE INSTANCE FÉDÉRALE, PROVINCIALE (AUTRES PROVINCES CANADIENNES) OU DANS UNE CAUSE EN JUSTICE POUR FAIRE RESPECTER LES INTÉRÊTS CONSTITUTIONNELS DU QUÉBEC.

Réponse :

DOSSIERS	INTERVENTIONS
Tarifification du carbone	<i>Procureur général de la Saskatchewan c. Procureur général du Canada, Procureur général de l'Ontario c. Procureur général du Canada et Procureur général de l'Alberta c. Procureur général du Canada</i> (Cour suprême du Canada) (PGQ – intervenante) – Collaboration avec la PGQ
<i>Loi encadrant le cannabis</i>	<i>Murray-Hall c. Québec (Procureure générale)</i> (Cour d'appel du Québec) (PGQ – appelante) – Collaboration avec la PGQ
Jeu en ligne – Blocage de sites Internet	<i>Procureure générale du Québec c. Association canadienne des télécommunications sans fil</i> (Cour d'appel du Québec) (PGQ – appelante) – Collaboration avec la PGQ
<i>Loi sur la laïcité de l'État</i>	<i>Commission scolaire English Montreal et al. c. Québec, Fédération autonome de l'enseignement c. Jean-François Roberge et al., Hak et al. c. Québec, Lauzon et al. c. Québec</i> (Cour supérieure du Québec) (PGQ – défenderesse) – Collaboration avec la PGQ
Version française de la Constitution formelle du Canada	<i>Joyal c. Procureur général du Canada et Procureure générale du Québec</i> (Cour supérieure du Québec) (PGQ – défenderesse) – Collaboration avec la PGQ
Protection de la jeunesse autochtone	<i>Renvoi à la Cour d'appel du Québec relatif à la Loi concernant les enfants, les familles et les jeunes des Premières Nations, des Inuits et des Métis</i> (Cour d'appel du Québec) renvoi initié par le gouvernement du Québec – décret 1288-2019 du 18 décembre 2019 – Collaboration avec la PGQ
Applicabilité de la réglementation municipale à un aéroport	<i>Mascouche (Ville de) c. 9105425 Canada Ass.</i> (Cour suprême du Canada – autorisation d'appel refusée) (PGQ – requérante en appel) – Collaboration avec la PGQ

DOSSIERS	INTERVENTIONS
Applicabilité des lois du Québec dans le port de Québec	<p><i>Québec (Procureure générale) c. IMTT-Québec inc.</i> (Cour suprême du Canada) (PGQ – appelante)</p> <ul style="list-style-type: none"> – Collaboration avec la PGQ
Compétence pécuniaire exclusive de la Cour du Québec et sa compétence en matière d'appel	<p><i>Renvoi portant sur la compétence de la Cour du Québec</i> (Cour suprême du Canada) renvoi initié par le gouvernement du Québec – décret 880-2017 du 30 août 2017)</p> <ul style="list-style-type: none"> – Collaboration avec la PGQ
Discrimination génétique	<p><i>Renvoi relatif à la Loi sur la non-discrimination génétique</i> (Cour suprême du Canada) (renvoi initié par le gouvernement du Québec – décret 522-2017 du 31 mai 2017)</p> <ul style="list-style-type: none"> – Collaboration avec la PGQ
<i>Loi de 2013 sur la succession au trône</i> (désignation du chef de l'État)	<p><i>Motard c. Canada (Procureure générale)</i> (Cour suprême du Canada) (PGQ – intervenante)</p> <ul style="list-style-type: none"> – Collaboration avec la PGQ
<i>Loi sur l'exercice des droits fondamentaux</i> (Loi 99)	<p><i>Henderson c. Procureur général du Québec</i> (Cour d'appel du Québec) (PGQ – intimée)</p> <ul style="list-style-type: none"> – Collaboration avec la PGQ
Loi fédérale sur les langues officielles (modernisation de la loi)	<p><i>Lettre du 2 février 2021 de la ministre Sonia LeBel à la ministre fédérale Mélanie Joly, lui faisant part de la position du Québec concernant la modernisation de la Loi sur les langues officielles</i></p>

SECRETARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

QUESTION 33 :

**LA LISTE ET L'ÉTAT DES PRINCIPALES CAUSES PENDANTES
DEVANT TOUTE COUR PROVINCIALE OU FÉDÉRALE IMPLIQUANT
LES INTÉRÊTS CONSTITUTIONNELS DU QUÉBEC.**

Réponse :

DOSSIERS	CAUSES	INSTANCES
Applicabilité des lois du Québec dans le port de Québec	<i>Québec (Procureure générale) c. IMTT-Québec inc.</i> – Décision rendue par la Cour supérieure, le 8 septembre 2016 – Audition devant la Cour d'appel du Québec, le 17 décembre 2018 – Décision de la Cour d'appel du Québec, le 26 septembre 2019 – Demande d'autorisation d'appel à la Cour suprême du Canada, le 25 novembre 2019 – Demande d'autorisation d'appel refusée par la Cour suprême du Canada, le 16 avril 2020	Cour suprême du Canada
<i>Loi de 2013 sur la succession au trône</i> (désignation du chef de l'État)	<i>Motard c. Canada (Procureure générale)</i> (Procureure générale du Québec – intervenante) – Auditions tenues les 1, 2, 3, 4, 5, et 8 juin 2015 – Décision rendue par la Cour supérieure, le 16 février 2016 – Déclaration d'appel déposée le 10 mars 2016 – Auditions tenues le 19 février 2018 – Décision de la Cour d'appel du Québec, le 28 octobre 2019 – Demande d'autorisation d'appel à la Cour suprême du Canada, le 22 décembre 2019 – Demande d'autorisation d'appel refusée par la Cour suprême du Canada, le 23 avril 2020	Cour suprême du Canada
<i>Loi sur l'exercice des droits fondamentaux</i> (Loi 99)	<i>Henderson c. Procureur général du Québec</i> – Auditions tenues du 20 au 28 mars 2017 – Décision rendue le 18 avril 2018 par la Cour supérieure – Déclaration d'appel déposée le 14 mai 2018 – Audition tenues les 24 et 25 novembre 2020 devant la Cour d'appel	Cour d'appel du Québec
Application de la <i>Loi sur la qualité de l'environnement</i> à un projet d'aérodrome	<i>Mascouche (Ville de) c. 9105425 Canada Ass.</i> (Procureure générale du Québec – intervenante) – Auditions sur la demande d'ordonnance de sauvegarde tenues le 7 mars 2018 – Auditions devant la Cour d'appel du Québec, les 20 et 21 novembre 2018 – Décision de la Cour d'appel du Québec, le 22 août 2019 – Demande d'autorisation d'appel à la Cour suprême du Canada, le 18 octobre 2019 – Demande d'autorisation d'appel refusée par la Cour suprême du Canada, le 16 avril 2020	Cour suprême du Canada

DOSSIERS	CAUSES	INSTANCES
Compétence pécuniaire exclusive de la Cour du Québec et sa compétence en matière d'appel	<i>Renvoi portant sur la compétence de la Cour du Québec</i> <ul style="list-style-type: none"> – Renvoi initié par le gouvernement du Québec (décret 880-2017 du 30 août 2017) – Auditions devant la Cour d'appel du Québec, du 27 au 30 novembre 2018 – Avis de la Cour d'appel du Québec, le 12 septembre 2019 – Avis d'appel à la Cour suprême du Canada, le 10 octobre 2019 – Audition devant la Cour suprême du Canada, le 24 septembre 2020 – En attente de l'avis 	Cour suprême du Canada
Validité constitutionnelle de la <i>Loi concernant les soins de fin de vie</i> et de la loi fédérale sur l'aide médicale à mourir	<i>Truchon c. Procureur général du Canada</i> <ul style="list-style-type: none"> – Auditions devant la Cour supérieure du Québec, du 7 janvier au 27 février 2019 – Décision de la Cour supérieure du Québec, le 11 septembre 2019 – La décision n'est pas portée en appel – Des demandes de prorogation de délai ont été déposées par le procureur général du Canada et accordées par la Cour supérieure afin de permettre au parlement fédéral d'apporter des ajustements à sa loi 	Cour supérieure du Québec
Validité constitutionnelle de la <i>Loi visant à interdire et à prévenir la discrimination génétique</i>	<i>Renvoi relatif à la Loi sur la non-discrimination génétique</i> <ul style="list-style-type: none"> – Renvoi initié par le gouvernement du Québec (décret 522-2017 du 31 mai 2017) – Auditions devant la Cour d'appel du Québec, les 11 et 12 décembre 2018 – Décision de la Cour d'appel du Québec, le 21 décembre 2018 – Avis d'appel déposé à la Cour suprême du Canada, le 16 janvier 2019 – Auditions sur le fond, le 10 octobre 2019 – Avis de la Cour suprême du Canada, le 10 juillet 2020 	Cour suprême du Canada
Tarifification du carbone	<i>Procureur général de la Saskatchewan c. Procureur général du Canada, Procureur général de l'Ontario c. Procureur général du Canada et Procureur général de l'Alberta c. Procureur général du Canada</i> <ul style="list-style-type: none"> – Avis d'appel déposé à la Cour suprême du Canada, le 31 mai 2019 – Audition devant la Cour suprême du Canada, les 22 et 23 septembre 2020 – Avis de la Cour suprême du Canada, le 25 mars 2021 	Cour suprême du Canada
<i>Loi encadrant le cannabis</i>	<i>Murray-Hall c. Québec (Procureure générale)</i> <ul style="list-style-type: none"> – Décision de la Cour supérieure du Québec, le 3 septembre 2019 – Avis d'appel déposé à la Cour d'appel du Québec, le 9 octobre 2019 – Audition sur le fond, le 27 avril 2021 	Cour d'appel du Québec
<i>Loi sur la laïcité de l'État</i>	Commission scolaire English Montreal, et al. c. Québec; Fédération autonome de l'enseignement c. Jean-François Roberge, et al.; Hak, et al. c. Québec; Lauzon, et al. c. Québec (Cour supérieure du Québec) (PGQ – défenderesse)	Cour supérieure du Québec

DOSSIERS	CAUSES	INSTANCES
	<ul style="list-style-type: none"> – Audition devant la Cour supérieure du Québec, le 4 novembre 2020 – En attente de la décision de la Cour supérieure du Québec 	
Protection de la jeunesse autochtone	<p><i>Renvoi à la Cour d'appel du Québec relatif à la Loi concernant les enfants, les familles et les jeunes des Premières Nations, des Inuits et des Métis</i></p> <ul style="list-style-type: none"> – Renvoi initié par le gouvernement du Québec (décret 1288-2019 du 18 décembre 2019) – Aucune date d'audition n'a encore été fixée 	Cour d'appel du Québec

SECRETARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

QUESTION 34 :

COPIE DE TOUTES LES CORRESPONDANCES ÉCHANGÉES DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2019 ENTRE LES CABINETS, MINISTRES ET SOUS-MINISTRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET LEURS HOMOLOGUES DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL.

Réponse : Voir lettres jointes.

Les autres documents répertoriés sont protégés en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c A-2.1).



Le 3 novembre 2020

Madame Dominique Savoie
Sous-ministre de la Santé et des Services
sociaux
Ministère de la Santé et des Services sociaux
1075, chemin Sainte-Foy, 14^e étage
Québec (Québec) G1S 2M1

Monsieur Gilbert Charland
Secrétaire général associé aux Relations
canadiennes
Secrétariat du Québec aux Relations
canadiennes
875, Grande Allée Est, 3^e étage
Québec (Québec) G1R 4Y8

**OBJET : Modification numéro 1 de l'annexe A de l'Entente de service 2020-2023
Québec-ICIS**

Madame, Monsieur,

La présente donne suite à votre lettre du 20 octobre 2020 concernant la demande du Québec pour modifier l'annexe A de l'Entente de service 2020-2023 entre le gouvernement du Québec et l'Institut canadien d'information sur la santé (ci-après l'« Entente ») afin que ses données soient incluses aux produits que vous nous avez indiqués. C'est avec plaisir que nous acceptons cette demande.

Nous comprenons ainsi que, d'un commun accord, l'échange de lettres, constitué de votre correspondance du 20 octobre 2020 et de la présente, modifiera officiellement l'annexe A de l'Entente afin d'y ajouter ces produits.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le président-directeur général,



David O'Toole

Québec, le 11 novembre 2020

Madame Carla Qualtrough
Ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre
et de l'Inclusion des personnes handicapées
140, Promenade du Portage
Gatineau (Québec) K1A 0J9

Madame la Ministre,

Par la présente, nous souhaitons donner suite à votre correspondance du 24 septembre 2020 et accepter votre offre de bonifier l'Entente Canada-Québec sur le développement de la main-d'œuvre (EDMO) d'un montant de 303 170 005 \$ pour l'exercice financier 2020-2021.

Par ailleurs, nous accueillons favorablement les différents assouplissements mentionnés dans votre lettre. Ainsi, il est entendu que l'Entente de principe Canada-Québec relative au marché du travail et l'Entente de mise en œuvre Canada-Québec relative au marché du travail (ci-après conjointement appelées « EDMT »), de même que l'EDMO, seront modifiées solidairement par la présente lettre et par votre missive du 24 septembre 2020. Aux fins de compréhension et de mise en œuvre de ces assouplissements, ceux-ci peuvent être résumés de la façon suivante :

1. Dispositions financières :

- a. Il est convenu qu'un montant de 75 062 253 \$ provenant de la bonification devra être investi au bénéfice des personnes handicapées en 2020-2021;
- b. Il est entendu que le Québec pourra reporter à l'exercice financier 2021-2022 un maximum de 20 % de l'ensemble des sommes versées par le gouvernement fédéral en 2020-2021 en vertu de l'EDMT et de l'EDMO, incluant la présente bonification de l'EDMO.

- c. Il est entendu que le Québec pourra utiliser un maximum de 20 % de la présente bonification de l'EDMO pour couvrir une partie des coûts administratifs de ses services publics d'emploi en 2020-2021.
2. Il est convenu que la définition de « participants à l'assurance-emploi », telle que nous la retrouvons à l'EDMT, est élargie jusqu'au 31 décembre 2020 pour y ajouter l'ensemble des individus ayant bénéficié de la Prestation canadienne d'urgence (PCU) auprès de Service Canada.
3. En plus des élargissements aux coûts admissibles à l'EDMT et à l'EDMO par rapport aux coûts administratifs et aux coûts pour les participants que vous décrivez dans votre lettre, l'élargissement des coûts admissibles permettra également au Québec d'imputer les dépenses en matière d'acquisition ou de développement de logiciels, de matériel informatique et d'application TI comme des coûts de programmes à l'EDMO et des coûts relatifs aux mesures actives d'emploi ou aux mesures de soutien au service national de placement de l'EDMT. Il est entendu que ces dépenses pourront être ainsi imputées seulement lorsqu'elles sont nécessaires pour faciliter l'offre ou la participation à une mesure d'employabilité.
4. Le Québec accepte de fournir des informations structurées sous forme d'un sommaire qualitatif, en fonction des dispositions relatives au rapport annuel de l'EDMO, permettant de décrire et de témoigner des résultats de la bonification de l'EDMO en 2020-2021 en fonction des indicateurs suivants :
 - a. Nombre de travailleurs, ventilé par secteur économique;
 - b. Nombre d'individus, ventilé en fonction de leur appartenance à un groupe sous-représenté sur le marché du travail.
5. Il est entendu qu'une entente ultérieure sera nécessaire pour baliser le partage de renseignements et de données concernant les prestataires et anciens prestataires de la PCU (incluant les prestataires ayant bénéficié de la PCU auprès de l'Agence du revenu du Canada) et de la Prestation canadienne de relance économique.

6. Finalement, il est convenu que la somme de 303 170 005 \$ sera transférée au Québec en un seul versement, et ce, dans un délai de 10 jours ouvrables suivant la réception de la présente lettre.

Au cours des prochains mois, la pandémie continuera à mettre de la pression sur un marché du travail déjà éprouvé. Nos gouvernements, en maintenant une étroite collaboration, sont en position d'appuyer les travailleurs et les entreprises dans ces moments d'incertitude économique. Il importe ainsi que nous maintenions nos échanges pour être en mesure d'agir rapidement et de concert, notamment par le biais de nos différentes ententes, au bénéfice de l'ensemble des acteurs du marché du travail.

Veuillez agréer, Madame la Ministre, nos plus sincères salutations.

Le ministre du Travail, de
l'Emploi et de la Solidarité
sociale,



JÉAN BOULET

La ministre responsable des
Relations canadiennes et de la
Francophonie canadienne,



SONIA LEBEL

Québec, le 26 novembre 2020

Monsieur Evan Siddall
Président et premier dirigeant de la Société
canadienne d'hypothèques et de logement
700, chemin de Montréal
Ottawa (Ontario) K1A 0P7

Monsieur le Président,

Comme vous le savez, le Québec et le Canada ont convenu en août 2020 d'une entente concernant le programme d'aide d'urgence du Canada pour le loyer commercial (AUCLC) destinée aux petites entreprises.

Nous avons pris connaissance de votre lettre confirmant la troisième prolongation de ce programme pour couvrir les périodes de location d'avril à septembre 2020, et ce, sans que le montant maximal de la contribution du Québec à ce programme soit modifié.

Nous vous confirmons que le Québec est en accord avec les changements proposés à l'annexe A de l'entente.

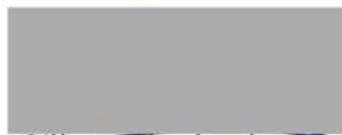
Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Le sous-ministre des Finances,



Pierre Côté

Le secrétaire général associé
aux Relations canadiennes,



Gilbert Charland

SECRETARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

QUESTION 36 :

**LISTE DES RENCONTRES ET DES DÉMARCHES
ENTREPRISES AUPRÈS DES GOUVERNEMENTS ET DES
UNIVERSITÉS DES AUTRES PROVINCES CONCERNANT LES
DIFFICULTÉS FINANCIÈRES DES UNIVERSITÉS CANADIENNES
OFFRANT DES FORMATIONS EN FRANÇAIS.**

Réponse : Le 19 août 2020, la secrétaire adjointe à la francophonie, à la stratégie et à la diplomatie publique du Secrétariat du Québec aux relations canadiennes, Mme Renée Madore, et un conseiller politique de la ministre LeBel, se sont entretenus avec l'ACFA, association porte-parole des francophones de l'Alberta, au sujet de la situation du Campus Saint-Jean en Alberta.

SECRETARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

QUESTION 37 :

CONCERNANT L'ACCÈS À L'INFORMATION:

- a. Nombre d'effectifs supplémentaires affectés au traitement des demandes d'accès à l'information en 2020-2021.
- b. Nombre de demandes d'accès à l'information reçues en 2020-2021
- c. Nombre de demandes d'accès répondues dans le délai prescrit par la Loi en 2020-2021.

Réponse : a. 0

- b-c. L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au Rapport annuel de gestion du ministère du Conseil exécutif 2020-2021.**